



Communication & Influence

N°85 - Septembre 2017

Quand la réflexion accompagne l'action

La guerre secrète de Washington contre de Gaulle, cas d'école du *soft power* américain : Le décryptage d'Eric Branca

Historien et journaliste, Eric Branca vient de consacrer une étude très documentée à la lutte d'influence qui, durant près de trente ans, opposa les Etats-Unis au général de Gaulle (L'ami américain – Washington contre de Gaulle, 1940-1969, Perrin, août 2017). Au-delà des révélations majeures que contient l'ouvrage, nourri des documents déclassifiés qu'a pu consulter l'auteur, ce récit illustre surtout la stratégie déployée par l'hyperpuissance américaine quand un allié, si loyal soit-il à ses engagements, refuse d'abdiquer ses intérêts vitaux.



Dans l'entretien qu'il a accordé à Bruno Racouchot, directeur de Comes Communication, Eric Branca insiste sur l'un des aspects les moins étudiés en même temps que le plus crucial de cet épisode dont les conséquences se font,

plus que jamais, sentir aujourd'hui : la guerre de l'information menée par Washington pour convaincre les Français que quiconque ne partageait pas, en tous points, la vision du monde des Etats-Unis, était un adversaire potentiel.

Pourquoi Comes ?

En latin, comes signifie compagnon de voyage, associé, pédagogue, personne de l'escorte. Société créée en 1999, installée à Paris, Toronto et São Paulo, Comes publie chaque mois Communication & Influence. Plate-forme de réflexion, ce vecteur électronique s'efforce d'ouvrir des perspectives innovantes, à la confluence des problématiques de communication classique et de la mise en œuvre des stratégies d'influence. Un tel outil s'adresse prioritairement aux managers en charge de la stratégie générale de l'entreprise, ainsi qu'aux communicants soucieux d'ouvrir de nouvelles pistes d'action.

Être crédible exige de dire clairement où l'on va, de le faire savoir et de donner des repères. Les intérêts qui conditionnent les rivalités économiques d'aujourd'hui ne reposent pas seulement sur des paramètres d'ordre commercial ou financier. Ils doivent également intégrer des variables culturelles, sociétales, bref des idées et des représentations du monde. C'est à ce carrefour entre élaboration des stratégies d'influence et prise en compte des enjeux de la compétition économique que se déploie la démarche stratégique proposée par Comes.

Pourquoi avoir choisi de revenir sur l'affrontement entre les Etats-Unis et de Gaulle ? L'essentiel n'était-il pas déjà connu ?

Si tout le monde se souvient de la crise provoquée par la sortie de la France du commandement intégré de l'Otan (1966) ou des crispations – le mot est faible ! – consécutives à la condamnation, par de Gaulle, de la politique américaine en Asie du Sud-Est, il importait à mes yeux de revenir sur la généalogie de cet affrontement qui, on l'oublie trop souvent, remonte à 1940... Mais aussi sur ses conséquences, qui sont loin d'être soldées. Or si d'excellents ouvrages ont pu s'attacher à en décrire les péripéties, il est rare qu'on se soit intéressé à l'essentiel : le fil rouge de la politique

américaine qui, à de très rares exceptions, n'a jamais été rompu depuis qu'à la faveur de la Seconde guerre mondiale, la Maison Blanche s'est invitée dans les affaires européennes.

Pour atteindre leur but – faire perdre aux nations du vieux continent, saignées à blanc par le conflit, toute velléité d'indépendance – les Etats-Unis ont développé une stratégie d'influence d'une ampleur absolument inédite. Et c'est de cette stratégie que traite d'abord mon livre. Seul obstacle : la France du général de Gaulle qui, entre 1944-1945 et, surtout, entre 1958 et 1969, n'a pas voulu suivre le destin de l'Angleterre, de l'Allemagne ou de l'Italie qui, chacune pour des raisons spécifiques,



www.comes-communication.com

ont accepté sans difficulté le tutorat de Washington. D'où la réputation "d'anti-américain" qui lui a été faite outre-Atlantique et qui en dit long sur la conception des alliances défendue par le Département d'Etat. Comme j'essaie de le montrer dans mon livre, le Général n'avait aucune hostilité, bien au contraire, à l'égard de la nation américaine – c'est même d'emblée à elle qu'il pense quand, le 18 juin 1940, il parle des "forces immenses (qui) n'ont pas encore donné" et qui, "un jour écraseront l'ennemi". Mieux : quand la paix du monde a été en danger, lors de la construction du Mur de Berlin (1961) ou de l'implantation des missiles soviétiques

L'unique objectif [de de Gaulle] était que la France garde ses mains libres et qu'à l'occupation par l'envahisseur allemand ne succède pas une occupation par le libérateur américain.

de Cuba (1962), il a toujours, sans délai et avec fermeté, pris le parti de l'allié américain. Son unique objectif était que la France garde ses mains libres et qu'à l'occupation par l'envahisseur allemand ne succède pas une occupation par le libérateur américain. Laquelle, comme je le rappelle, était programmée dans ses moindres détails sous les espèces de l'AMGOT (*Allied Military Government for Occupated Territories*) et de sa

monnaie de singe, le "billet drapeau"...

A tant faire de présenter comme un adversaire celui qui revendique seulement le plein exercice de sa souveraineté, Washington et ses relais médiatiques ont usé d'une arme à double tranchant qui, elle, a vraiment nourri l'anti-américanisme. S'il suffit de vouloir défendre ses intérêts pour être catalogué comme "anti-américain", on imagine sans peine le critère à remplir pour être perçu comme pro-américain : oublier jusqu'au sens du mot liberté. Un peu gênant pour ceux qui, justement, s'en font les promoteurs tous azimuts !

Nous voici revenus dans un système d'alliance qui fait penser au mot de Loyseau, le légiste préféré de Richelieu : "On lie les boeufs par les cornes et les hommes par les traités"...

D'où les faveurs, que vous décrivez avec force détails, dont ont bénéficié jusqu'en 1942 – et pour certains jusqu'en 1944 – quelques personnalités influentes de Vichy ?

Bien sûr! Si Roosevelt ménage Pétain, soutient à bout de bras Weygand puis Darlan en Afrique du Nord, et laisse l'OSS [ndlr : la future CIA] imaginer, en 1944, des combinaisons rocambolesques pour faire de Laval l'instrument d'une éviction de De Gaulle, ce n'est évidemment pas par sympathie pour ces personnages: c'est parce qu'il sait qu'en s'appuyant sur des gens rompus à "collaborer" et qui, de surcroît, ont beaucoup à se faire pardonner, il évacue le risque de se retrouver, une fois la victoire acquise, confronté à une France rebelle... "Résistante", sans faire de mauvais jeu de mots ! Ce qui explique l'apostrophe fameuse du Général : "Ce n'est pas à Hitler que Roosevelt fait la guerre, c'est à moi !".

Pourquoi ? Parce qu'en adepte de la Realpolitik, le président américain – et au-delà, ce qu'il est convenu d'appeler "l'Etat profond américain", autrement dit le lobby militaro-industriel, indissolublement lié au département d'Etat – voyait dans l'effondrement français de 1940 une occasion historique unique de s'engouffrer dans le vide politique

créé par cet événement que personne – pas même Hitler ! – n'avait imaginé si subit ni surtout si profond.

De ce collapsus intégral, l'historien américain William Langer qui, pendant la guerre, fit partie de la branche Recherche et analyse de l'OSS, avait tiré cette conclusion : "L'histoire moderne n'a enregistré que peu d'évènements aussi catastrophiques que la défaite de la République française en juin 1940. Depuis la campagne éclair de Napoléon contre la Prusse en 1806, aucune grande puissance militaire n'avait été frappée aussi brutalement et aussi inexorablement par le destin". Aux yeux de De Gaulle comme à ceux des Américains, la France a bel et bien "roulé du haut de l'histoire, jusqu'au fond de l'abîme". Toute la différence est que le premier va mettre toute son énergie à lui faire remonter la pente, tandis que les seconds n'en verront pas, c'est le moins qu'on puisse dire, la nécessité...

Dès lors, tout se comprend, et tout s'enchaîne. Tant que l'Amérique n'est pas entrée en guerre contre l'Allemagne, l'identité d'intérêt entre Washington et Berlin est totale. La France réduite à un rôle ancillaire sur le continent, voilà qui convient parfaitement au vainqueur du moment, celui de 1940 comme celui de 1945 ; même chose pour l'Empire, soustrait à l'influence gaulliste par Vichy et qui, symétriquement, s'ouvre aux intérêts américains (accords Weygand-Murphy de 1941 et Clarke-Darlan de 1942). Une fois l'Allemagne éliminée, l'Amérique n'a plus qu'à parachever l'opération en se faisant la championne de l'indépendance de nos colonies, ce qui explique le soutien apporté par Washington à la rébellion indochinoise puis au FLN. Quitte, ayant échoué, à soutenir l'OAS dans l'espoir que celle-ci éliminera de Gaulle, j'apporte des précisions utiles sur la question...

Le moins que l'on puisse dire est que tout cela n'a pas été couronné de succès...

Sur l'instant, évidemment non. Mais sur le long terme, qui l'a emporté ? Ne pouvant éliminer politiquement de Gaulle, Washington a gagné, *a posteriori*, le bras de fer engagé de son vivant : influencée par le *soft power* américain qui est allé jusqu'à enrôler Hollywood dans sa croisade [voir p. 3 et 4], la bourgeoisie française l'a laissé tomber en 1969 pour lui préférer Pompidou, auquel s'étaient ralliés la plupart des partisans du "non" au referendum. Et ce dernier disparu, tous ses successeurs, Jacques Chirac compris, même s'il a refusé de cautionner la folle aventure de George Bush Jr. en Irak, sont revenus "step by step" (l'anglicisme s'impose !) dans le giron de l'Otan que nous avait fait quitter le fondateur de la V^{ème} République...

Quelle sera la prochaine étape ? On voit bien que depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, un nouveau pas est franchi : la Russie contre laquelle il multiplie les sanctions est désignée comme un agresseur potentiel alors que c'est l'Otan qui, depuis 20 ans, s'est rapprochée de ses frontières, au mépris de l'engagement solennel pris par Bill Clinton de ne pas profiter de la dissolution du Pacte de Varsovie pour enrôler sous la bannière étoilée les anciens affidés de Moscou ! Quand le Général avait quitté l'Otan, c'était, disait-il, pour que la France ne soit pas entraînée malgré elle dans un conflit étranger, voire opposé, à ses intérêts vitaux. Nous voici revenus dans un système d'alliance qui fait penser au mot de Loyseau, le légiste préféré de Richelieu : "On lie les boeufs par les cornes et les hommes par les traités"...

EXTRAITS

Soft Power et pouvoir culturel : la face cachée du Plan Marshall

Dans le chapitre V de l'Ami américain (op.cit.), intitulé "Les arrières cuisines de Jean Monnet", Eric Branca explique pourquoi la diplomatie américaine inspira directement l'architecture du Plan Schumann (1950) qui jeta les bases de l'Europe intégrée. Extraits.

"Avoir comme interlocuteurs, non plus six gouvernements sensibles aux aléas de la démocratie, mais une entité unique composée de technocrates soustraits au contrôle des citoyens et partageant le même idéal que les décideurs anglo-saxons n'est pas un avantage négligeable dans la poursuite du but ultime de Washington: l'ouverture généralisée des marchés..." (p.124)

Acculturer les Français à l'American way of life

"En cette année 1950, les Européens, Plan Marshall oblige, n'ont pas grand-chose à refuser à leurs bienfaiteurs d'outre-Atlantique. Dussent-ils, pour les satisfaire, s'auto-dessaisir de leur souveraineté économique et même de leur identité culturelle. Ce dernier aspect a d'ailleurs constitué le prologue de ce même Plan Marshall, avec les contreparties exorbitantes exigées de la France pour obtenir l'effacement d'une partie de ses dettes d'avant-guerre, un prêt de 650 millions de dollars et l'aide d'urgence de 300 millions qu'elle réclamait dans le cadre des accords Blum-Byrnes de mai 1946. Signés par Léon Blum, mais négociés par Jean Monnet, ces accords ont notamment imposé à la France de projeter sur ses écrans une majorité de films américains. A savoir 4 productions françaises pour 9 américaines importées sans droits de douane ! On comprend que ces "screen quotas" aient rendues furieuses les professions du cinéma, jetant un grand nombre d'artistes dans les bras de ce même Parti communiste que les Etats-Unis prétendaient combattre..."

"Mais ce n'est pas tout. Parallèlement au plan Marshall, officiellement signé le 20 septembre 1947 et dont la manne commence à se déverser à partir de janvier 1948, est mis en place un système de contrôle sans précédent de l'économie française via un organisme spécialement créé : l'European Cooperation Administration, ou ECA. L'ECA incarne une tutelle à laquelle rien ne doit échapper mais qui ne choque personne pour la bonne raison que le grand public en ignore l'existence ! Dans son étude sur les aides américaines à la France, Gérard Bossuat résume le rôle de la nouvelle instance: "Aucun détail des programmes d'importations, de la production industrielle et minière, de la fiscalité et des frais d'occupation en Allemagne et en Autriche ne lui échappait. Ils demandèrent bizarrement des rapports réguliers sur la Sécurité sociale française, le nombre de chasseurs en France, le montant des pensions militaires et des veuves de guerre, un descriptif de l'Assistance publique, le bilan de la Trésorerie, des bons du Trésor, le taux d'inflation, les prévisions de la balance des paiements. Cette liste authentique d'exigences montrait que l'ECA posait des questions sur des points qui n'étaient pas en rapport avec la gestion de l'aide".

La prise en main des élites économiques françaises

"Surtout, l'ECA veille à ce que la France importe sans droits de douane des contingents fixes de produits américains, ne les réexporte pas, et se fournisse dans des pays recommandés par les Etats-Unis. Lesquels n'abaissent pas pour autant leurs droits de douane et continuent à taxer les produits français quand ils concurrencent la production *made in USA*..."

"Parallèlement, l'ECA prend en main la formation des élites économiques françaises, organisant force stages aux Etats-Unis pour convertir le patronat aux méthodes américaines de production et de management, tandis que l'accueil d'experts américains dans les entreprises françaises est fortement encouragé, toute résistance étant taxée de "trahison et d'attentat contre le monde libre" (Gérard Bossuat). L'affaire prend un tour tellement agressif que, le 12 novembre 1948, le directeur des carburants, Pierre Guillaumat (que de Gaulle, revenu au pouvoir, nommera président d'EDF, parallèlement à ses responsabilités au Commissariat à l'énergie atomique), envoie une note secrète à la présidence du Conseil pour s'alarmer des "dangers incontestables que pourrait présenter pour notre économie une connaissance trop parfaite par les services et les industriels américains de nos procédés, de nos programmes et de nos débouchés commerciaux".

"Enfin, l'organisme joue un rôle décisif dans l'orchestration de la propagande élaborée à Washington. Au cinéma, une minute doit être réservée chaque semaine dans les actualités pour vanter les mérites de l'aide américaine à laquelle doivent être consacrées au minimum trois long métrages mensuels. Chaque bâtiment public (école, hôpital, centrale électrique etc.) construit grâce au plan Marshall doit faire l'objet d'une plaque commémorative. Même le Tour de France est mis à contribution. Des plaquettes vantant l'amitié des Etats-Unis pour la France sont distribuées gratuitement à des centaines de milliers de spectateurs massés le long des routes... Et que les ministres français ne s'avisent pas de protester ! Quand, en août 1948, Paul Reynaud, alors ministre des Finances, rechigne à augmenter les impôts, Jean Monnet intervient pour lui expliquer que si la situation financière française ne s'améliore pas, l'aide américaine s'arrêtera..." (p.125-127)

1/ *Les aides américaines économiques et militaires à la France, 1938-1960*, par Gérard Bossuat, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2001.

EXTRAITS

Une classe politique française sous perfusion intellectuelle... et financière

Comme les services secrets tsaristes l'avaient fait avant la première Guerre mondiale en inondant la presse française de subventions pour convertir l'opinion à la cause russe¹, la CIA n'a reculé devant rien pour convaincre la classe politique française des années soixante de la nécessité de soutenir la cause américaine. Mission est donnée aux diplomates américains en poste à Paris de persuader leurs interlocuteurs que la politique d'indépendance nationale suivie par de Gaulle est dangereuse pour la paix du monde, et qu'il est dans leur intérêt de préparer l'après-gaullisme en collaborant avec l'Amérique. Une priorité, à partir de l'accession de Lyndon Johnson à la Maison Blanche (1963) : savoir où en est la bombe H et tout faire pour discréditer la stratégie française de dissuasion.

"Un homme joue un rôle essentiel dans ce domaine: le diplomate Wells Stabler, conseiller à l'ambassade des Etats-Unis à Paris entre 1960 et 1965. Son témoignage, pour le moins décomplexé, recueilli le 28 février 1991 par l'Association américaine d'études diplomatiques dans le cadre du *Foreign Affairs Oral History Project*², est décisif car il suggère clairement que les informations fournies par les hommes politiques qu'il rencontrait – il cite notamment Guy Mollet, Antoine Pinay, Maurice Faure, Jean Lecanuet, François Mitterrand – n'étaient pas toujours désintéressées. *"Beaucoup de ces gens, comme Guy Mollet et d'autres anciens leaders de la IV^e République, avaient ce que vous pourriez appeler une relation fiduciaire ("fiduciary relationship") avec les Etats-Unis puisqu'ils avaient reçu un soutien financier effectif du gouvernement américain ("They indeed received some financial support from the US government"). Quand j'allais rendre visite à Guy Mollet, nous avions de bonnes conversations. Et puis le téléphone sonnait et il me disait en souriant : " C'est un de vos collègues qui vient me voir". Et il y avait un jeu de chaise musicale entre moi-même et un agent de la CIA en poste à Paris. Il ne savait pas que j'étais là et je ne savais pas qu'il devait venir. Je trouvais cela franchement embarrassant..."*³

Quand de hauts responsables politiques français promettent de placer notre potentiel nucléaire sous contrôle américain...

"A l'approche de l'élection présidentielle de 1965, Stabler, mais aussi d'autres agents de l'ambassade, sollicitent ainsi les confidences de tout ce que la classe politique française compte d'antigaullistes (à part bien sûr les communistes, qui prennent leurs consignes sous d'autres cieux). Et sa préoccupation est toujours la même : que savent ses interlocuteurs de la force de frappe – les membres de la commission de la Défense de l'Assemblée nationale sont particulièrement choyés - et que feraient-ils si eux-mêmes ou le candidat qu'ils soutiennent étaient élus à la succession de de Gaulle ? Pas de surprise : tous contestent le principe de la dissuasion et promettent de placer notre potentiel nucléaire sous contrôle américain !

"Après la réélection du Général (décembre 1965) et la sortie de la France du système intégré de l'Otan (1966-1967), la pression des Américains sur la classe politique française monte encore d'un cran : comme il y a peu de chances que de Gaulle se représente en 1972 puisqu'il aura quatre-vingt-deux ans, il faut d'ores et déjà préparer la suite. Le plus zélé à devancer les désirs américains n'est autre que François Mitterrand qui, fort de ses 46% au deuxième tour de la présidentielle, fait maintenant figure de chef de l'opposition pour les législatives de mars 1967. En juin 1966, soit trois mois après que de Gaulle eut signifié à Johnson la volonté de la France de *"recouvrer sur son territoire l'entier exercice de sa souveraineté"*, celui qu'André Malraux surnommait *"le candidat de quatre gauches dont l'extrême-droite"* annonce fièrement à l'ambassadeur Charles Bohlen : *"Mon seul objectif est de renverser le gaullisme, après quoi je mènerai une politique pro-américaine"*. Un moment pressenti pour représenter la gauche à la présidentielle de 1965, Gaston Defferre, il est vrai, avait donné l'exemple. Reçu par Johnson, le 24 mars 1964, sur la recommandation du secrétaire d'Etat, Dean Rusk, le maire de Marseille n'avait pas hésité à bousculer les usages en critiquant la politique de son pays devant un chef d'Etat étranger : *"De Gaulle ne parle avec personne, il préfère le monologue. Il est impératif que les Etats-Unis et la France se parlent"*, avait-il affirmé avant de prendre parti pour l'intervention américaine au Vietnam et de rejeter la proposition du Général de "neutraliser" le pays." (p.196-197)

1/ Lire à ce sujet l'étude très documentée de Bertrand Blandin, 1914, *la France responsable ?* (L'Artilleur, 2017) qui dissèque en détail les moyens déployés par la diplomatie russe pour rallier l'opinion française à ses visées panslavistes dans les Balkans...

2/ Ce témoignage, ainsi que des centaines d'autres sur la politique étrangère américaine contemporaine, est publié en intégralité sur le site de l'Association, www.adst.org.

3/ *Association for Diplomatic Studies and Training*, entretien du 28 février 1991 entre Wells Stabler et Charles Stuart Kennedy, dans le cadre du *Foreign Affairs Oral History Project*.

EXTRAITS

Derrière la stratégie d'influence de Washington : le messianisme des origines

Dans son livre 3000 ans d'idées politiques, paru en 2014 aux éditions Chronique, Eric Branca consacre plusieurs textes aux conséquences géopolitiques du messianisme américain.

De l'Amérique aux Américains...

"En conquérant de haute lutte leur indépendance sur l'Angleterre, les Etats-Unis se sont d'abord dressés contre le colonialisme... des autres. Mais déjà, avec la formule du président Monroe, "l'Amérique aux américains" (1823), la frontière entre cette revendication d'intégrité territoriale et l'aire d'influence revendiquée par le gouvernement de Washington est devenue floue. De quelle "Amérique" s'agit-il ? De l'Amérique politique, qui se confond avec le territoire des Etats-Unis, ou de l'Amérique géographique, qui comprend deux continents et s'étend de la Baie d'Hudson à la Patagonie ? Dès 1780, Benjamin Franklin ne proclamait-il pas que *"la cause de l'Amérique est celle de toute l'humanité"*, et Jefferson (président de 1801 à 1809) que les Etats-Unis sont "l'empire de la liberté" ? Mais c'est en 1844 qu'a lieu le tournant décisif avec l'apparition du slogan *"Manifest Destiny"*, dû au journaliste John O'Sullivan. Célébrant dans le *United States Magazine and Democratic Review*, l'annexion du Texas, il écrit : *"C'est notre destinée manifeste de nous déployer sur ce continent confié par la Providence au libre développement de notre multitude."*

"Du continent au reste du monde, il n'y a qu'un pas... Que franchira, en 1885, le philosophe John Fiske (1841-1902), disciple de Darwin et de Spencer, pour qui *"la race anglo-saxonne est destinée à s'installer sur toutes les terres qui ne sont pas le siège d'une vieille civilisation"* (*Harper's Magazine*, mars 1885). Il faut cependant attendre les années 1890 pour que cette idéologie se dote d'un contenu stratégique avec les ouvrages de l'amiral Alfred Mahan (1840-1914), qui préconise le développement de la flotte américaine pour protéger le commerce extérieur des Etats-Unis en "expropriant", au besoin, les "races incompetentes". Mahan convainc ainsi le président Théodore Roosevelt de calquer la stratégie des Etats-Unis sur celle de l'Athènes du V^e siècle terrassant les Perses à Salamine: les thalassocraties, plaide-t-il, l'emportent toujours sur les empires continentaux. En 1905, la défaite cuisante essuyée par les Russes face aux Japonais à Tsushima, lui donnera raison : *"Une défaite écrasante ou une infériorité marquée en présence de la flotte ennemie équivalent l'une et l'autre à une dislocation complète de tout le système des colonies ou des zones d'influence, quel que soit le lieu de cette défaite"* déclare-t-il en 1890.

"Coïncidence ? 1890 est l'année où, à l'issue du recensement général, le gouvernement américain déclare que la conquête du continent nord-américain (la "ruée vers l'Ouest") est achevée. Un chapitre se clôt en même temps qu'un autre s'ouvre. L'énergie américaine peut s'orienter vers d'autres horizons." (p.116)

... Au Nouvel Ordre Mondial

"En édictant les 14 points, qui en 1917, lui servent accessoirement à définir les buts de guerre des Etats-Unis (libération des territoires occupés indûment par les empires centraux etc.), le président Wilson en définit d'autres qui correspondent à une vision du monde purement anglo-saxonne, censée s'imposer à toutes les parties du globe, toutes les cultures, toutes les civilisations. Ainsi de la liberté des mers, de l'abaissement généralisé des droits de douanes, ou de l'établissement de liens juridiques structuraux entre les Etats, qui aboutira à créer la SDN et, à partir de cet embryon de "gouvernement mondial", à édicter une norme qui devra être imposée à défaut d'être admise.

"Gouvernement mondial": le terme ne sera utilisé pour la première fois qu'en 1943 par Wendell Wilkie, qui avait été candidat républicain contre Roosevelt en 1940. Son livre programme *One World* (Un seul monde) pose pour principe que la planète ne connaîtra la paix que lorsqu'elle aura adopté la démocratie américaine. Wilkie sera, à ce titre, l'un des plus ardents promoteurs de l'ONU qu'il entend faire réussir là où la SDN a échoué. Mais dès 1914, le romancier britannique H.G. Wells (*La guerre des mondes, La machine à remonter le temps*, etc.), avait inauguré le concept de "nouvel ordre mondial" dans un essai au titre explicite: *Ordo ab chao* (l'Ordre par le chaos), sous-titré, *La destruction libératrice*. Entendre: celle des vieilles structures étatiques au profit de dix "circonscriptions" administrées par un conseil des puissances anglo-saxonnes... Il faudra attendre 1990 (année de la dissolution de l'URSS) pour que le terme soit repris, avec la publicité que l'on sait, par le président George Bush, à la tribune du Congrès américain, à l'occasion de la première guerre d'Irak...

"La différence entre ce "nouvel ordre mondial" et celui du président Wilson? En 1917, l'Amérique pose des principes généraux mais reste farouchement isolationniste. A partir des années 1990, c'est elle qui déclenche des guerres, même lorsque sa sécurité n'est pas directement menacée. Au multilatéralisme utopique censé prévenir ou, à tout le moins, résoudre tous les conflits selon la norme juridique occidentale, a succédé, en moins d'un siècle, une doctrine de l'unilatéralisme destinée à faire plier ceux qui ne voient pas le monde de la même manière que les Etats-Unis... Lesquels s'arrogent, de fait, le monopole de la violence légitime, principale caractéristique d'un gouvernement!" (p.172-173)

BIOGRAPHIE

Né en 1958, Eric Branca est historien de formation et journaliste de profession. Après une maîtrise remarquée sur de Gaulle et le 18 juin 1940 (Paris IV Sorbonne) sous la direction du professeur Jacques Bariéty, il a, tout en préparant l'agrégation d'Histoire, enseigné à la Corniche militaire de Paris et collaboré à la production d'une série de 24 émissions sur la Seconde guerre mondiale pour France Culture.

Membre de la Fondation Charles de Gaulle depuis 1978, Eric Branca a participé à l'organisation de plusieurs colloques universitaires autour de l'œuvre du fondateur de la V^e République, parmi lesquels *L'entourage et de Gaulle* (1978), *Approches de la philosophie politique du général de Gaulle* (1980), et *De Gaulle et le tiers-monde* (1983). Il a fait de même pour Michel Debré, dont il a été le collaborateur de 1980 à 1983, dans le cadre de son Comité pour l'indépendance et l'unité de la France, et dont il est resté très proche jusqu'à sa mort, en 1996.

Entré à l'hebdomadaire *Valeurs Actuelles* en 1983, Eric Branca en a dirigé le service politique de 1990 à 2000, avant d'en devenir le rédacteur en chef France (2000-2007) puis le directeur de la rédaction (2007-2015). Parallèlement, il a assuré la chronique politique du mensuel *Spectacle du Monde* (1983-2010) qu'il a dirigé de 2010 à 2014 tout en animant, entre 1989 et 1992, la lettre mensuelle *France-Europe*, consacrée à l'actualité politique communautaire.



Il a également collaboré à la revue de l'Institut international de géopolitique de Marie-France Garaud, et donne régulièrement des articles à la revue *Espoir*, éditée par la Fondation Charles de Gaulle.

Eric Branca a publié une quinzaine d'ouvrages, parmi lesquels *Le roman de la droite* (Lattès 1998), deux biographies du général de Gaulle (Molière 1999 et PUF 2010), *De Gaulle et les Français libres* (Albin Michel 2010), *L'histoire secrète de la droite, 1958-2008* (Plon 2008) ou encore *3000 ans d'idées politiques* (Chronique 2014), de même que plusieurs livres d'entretiens comme *Le suicide de la France*, avec Jacques Vergès et Bernard Debré (Lattès, 2001) ou *Je ne sais rien mais je dirai (presque) tout*, avec l'ancien directeur des Renseignements généraux, Yves Bertrand (Plon 2007).

Son dernier opus, *L'ami américain, Washington contre de Gaulle, 1940-1969*, est le fruit d'une patiente recherche dans les archives américaines déclassifiées, mais aussi de témoignages recueillis depuis près de trente ans auprès des derniers témoins de cette période-clé. Toutes choses qui éclairent d'un jour nouveau, et parfois très cru, la guerre secrète menée par les Etats-Unis pour empêcher l'homme du 18 juin de parvenir au pouvoir et, *in fine*, la France de recouvrer le rang que la Seconde guerre mondiale lui avait fait perdre.

L'INFLUENCE, UNE NOUVELLE FAÇON DE PENSER LA COMMUNICATION DANS LA GUERRE ECONOMIQUE

"Qu'est-ce qu'être influent sinon détenir la capacité à peser sur l'évolution des situations ? L'influence n'est pas l'illusion. Elle en est même l'antithèse. Elle est une manifestation de la puissance. Elle plonge ses racines dans une certaine approche du réel, elle se vit à travers une manière d'être-au-monde. Le cœur d'une stratégie d'influence digne de ce nom réside très clairement en une identité finement ciselée, puis nettement assumée. Une succession de "coups médiatiques", la gestion habile d'un carnet d'adresses, la mise en œuvre de vecteurs audacieux ne valent que s'ils sont sous-tendus par une ligne stratégique claire, fruit de la réflexion engagée sur l'identité. Autant dire qu'une stratégie d'influence implique un fort travail de clarification en amont des processus de décision, au niveau de la direction générale ou de la direction de la stratégie. Une telle démarche demande tout à la fois de la lucidité et du courage. Car revendiquer une identité propre exige que l'on accepte d'être différent des autres, de choisir ses valeurs propres, d'articuler ses idées selon un mode correspondant à une logique intime et authentique. Après des décennies de superficialité revient le temps du structuré et du profond. En temps de crise, on veut du solide. Et l'on perçoit aujourd'hui les prémices de ce retournement.

"L'influence mérite d'être pensée à l'image d'un arbre. Voir ses branches se tendre vers le ciel ne doit pas faire oublier le travail effectué par les racines dans les entrailles de la terre. Si elle veut être forte et cohérente, une stratégie d'influence doit se déployer à partir d'une réflexion sur l'identité de la structure concernée, et être étayée par un discours haut de gamme. L'influence ne peut utilement porter ses fruits que si elle est à même de se répercuter à travers des messages structurés, logiques, harmonieux, prouvant la capacité de la direction à voir loin et sur le long terme. Top managers, communicants, stratèges civils et militaires, experts et universitaires doivent croiser leurs savoir-faire. Dans un monde en réseau, l'échange des connaissances, la capacité à s'adapter aux nouvelles configurations et la volonté d'affirmer son identité propre constituent des clés maîtresses du succès".

Ce texte a été écrit lors du lancement de *Communication & Influence* en juillet 2008. Il nous sert désormais de référence pour donner de l'influence une définition allant bien au-delà de ses aspects négatifs, auxquels elle se trouve trop souvent cantonnée. L'entretien que nous a accordé Eric Branca va clairement dans le même sens. Qu'il soit ici remercié de sa contribution aux débats que propose, mois après mois, notre plate-forme de réflexion.

Bruno Racouchot
Directeur de Comes

Communication & Influence

UNE PUBLICATION DU CABINET COMES

Paris ■ Toronto ■ São Paulo

Directrice de la publication : Sophie Vieillard

Illustrations : Rossana

CONTACTS

France (Paris) : +33 (0)1 47 09 36 99

North America (Toronto) : +00 (1) 416 845 21 09

South America (São Paulo) : + 00 (55) 11 8354 3139

www.comes-communication.com



Quand la réflexion accompagne l'action